

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2041

Edition du
16 juin 2014

DANS CE NUMÉRO

Expliquer l'Europe (Jean-Daniel Delley)

C'est dès maintenant qu'il faut préparer le scrutin de 2016

Le délire de l'initiative «monnaie pleine» (Jean-Pierre Ghelfi)

Ah! si la Suisse était seule au monde...

Cartels: curieux combat de Chambres (Albert Tille)

Comment l'immobilisme triomphe au Parlement

Les sports d'hiver vont bien... jusqu'à quand? (Jacques Guyaz)

Le réchauffement climatique rendra plus aléatoire la pratique du ski vers 2050

Retour du capitalisme sauvage? (Jean-Pierre Ghelfi)

Pour Piketty, l'économie de marché ne comporte pas de mécanisme auto-correcteur des inégalités croissantes et criantes

Bertil Galland initie avec bonheur un ambitieux projet en publiant le premier des huit tomes de ses «Mémoires» (Pierre Jeanneret)

Bertil Galland, «Les Pôles magnétiques», Genève, Slatkine, 2014, 259 pages

Expliquer l'Europe

C'est dès maintenant qu'il faut préparer le scrutin de 2016

Jean-Daniel Delley - 07 juin 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25909>

On peut bien examiner le problème sous tous les angles et sous toutes ses coutures: le nouvel article 121a de la Constitution fédérale et l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'Union européenne ne sont pas compatibles.

[Deux expertises récentes](#) le confirment. L'application conforme du texte adopté par une majorité populaire le 9 février dernier exigerait de renégocier cet accord, ce que Bruxelles refuse catégoriquement. Et le respect de la libre circulation ne peut tolérer ni préférence nationale sur le marché du travail ni contingents et autres plafonds.

Si la Suisse ne veut pas voir résiliés l'accord de libre circulation et les accords qui lui sont liés, elle doit se limiter à fixer des objectifs non impératifs qu'elle chercherait à atteindre par un ensemble de mesures dissuasives - par exemple fiscales et de modération de l'attractivité de la place économique. Mais cette option serait contraire aussi bien à l'esprit qu'à la lettre de la Constitution.

Les gesticulations de l'UDC ([DP 2040](#)), ses positions successives contradictoires, les soupçons et les accusations de trahison de la volonté populaire qu'elle ne cesse de distiller, sa menace de lancer une nouvelle

initiative populaire dite de mise en œuvre, toute cette mise en scène traduit en fait la crainte de la future votation annoncée par le Conseil fédéral à l'horizon 2016. Car à cette occasion le peuple sera placé devant un choix véritable, ce choix que l'UDC s'est employée jusqu'à présent à camoufler: institutionnaliser et développer les relations bilatérales avec l'Union ou devenir un partenaire de seconde zone, un pays tiers condamné à grappiller les miettes que l'Europe voudra bien lui accorder.

L'enjeu est donc d'importance capitale. Et le temps nous est compté pour préparer cette échéance. Or dans l'intervalle se tiendront les élections fédérales. Le risque est grand que les partis fassent le dos rond, de peur de s'aliéner les faveurs de l'électorat.

Pourtant ce délai de trois ans sera tout juste suffisant pour remonter la pente eurosceptique si ce n'est europhobe, une opération qui nécessitera toutes les énergies. Le déficit d'information sur la réalité de nos relations d'interdépendance avec l'Europe est colossal. Il n'est que de suivre le courrier des lecteurs et les commentaires sur les sites des journaux pour saisir ce déficit.

Voilà pourquoi il est vain de

s'impliquer dans la guérilla que conduit l'UDC. Laissons-la dégorger son fiel et ne nous soumettons pas à son agenda destructeur. La tâche aujourd'hui est d'expliquer patiemment en quoi nous sommes liés au sort de l'Europe. La Suisse ne peut pas bien se porter dans une Europe qui va mal. Les difficultés de cette dernière ne doivent pas nourrir notre suffisance, mais au contraire nous préoccuper. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés - environnement, énergie, migration, domination des pouvoirs financiers, économie durable notamment - sont aussi les siens. Et nous ne les résoudrons qu'ensemble.

L'Europe n'est pas une réalité figée que nous pouvons observer de loin et avec condescendance. Elle se construit, avec difficulté certes, non sans soubresauts. Isolée, la Suisse est faible. Sa souveraineté se révèle n'être qu'un slogan, les dossiers du secret bancaire, de la fiscalité ou du cours du franc, par exemple, l'ont bien montré.

La question posée aujourd'hui n'est pas celle de l'adhésion, comme le prétend indûment l'UDC, mais de l'établissement de relations stables et équilibrées avec un continent dont nous sommes partie prenante. L'histoire, la culture et l'économie l'attestent.

Le délire de l'initiative «monnaie pleine»

Ah! si la Suisse était seule au monde...

Jean-Pierre Ghelfi - 13 juin 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25923>

La possibilité de proposer des modifications partielles de la Constitution fédérale conduit quelquefois des groupes de personnes à vouloir changer de fond en comble le fonctionnement d'un aspect ou l'autre de notre société. C'est le cas avec l'initiative populaire dite de la [«monnaie pleine»](#) (*Vollgeld*).

L'argument de base de cette proposition est d'empêcher désormais les banques de créer de la monnaie dite scripturale - ce qu'elles font chaque fois qu'elles accordent un crédit hypothécaire, commercial ou autre puisque le montant octroyé n'est pas couvert par une somme équivalente d'argent déposée chez elles. En fait, pour simplifier, les banques doivent disposer de fonds propres ne représentant généralement que 8% de la somme prêtée.

Cette faible proportion de 8% ouvre à l'évidence des perspectives importantes de création monétaire *ex nihilo*. Si toutes les banques de nombreux pays font toutes en même temps un large usage de cette possibilité, il peut en résulter un emballement du système bancaire débouchant sur une crise qui ne reste pas cantonnée à la sphère financière, mais déborde et perturbe profondément la vie économique. C'est ce qui s'est produit notamment à la fin des

années 1920, entraînant la «*grande crise*» des années 1930, et actuellement avec la crise des *subprimes* déclenchée depuis 2007.

Connaissance intime

Faut-il pour autant retirer aux banques toute possibilité de créer de la monnaie en accordant des crédits? L'idée générale de la «*monnaie pleine*» est de donner à la Banque nationale l'exclusivité de la création de monnaie - monopole qui lui est déjà attribué pour l'émission des pièces de monnaie et des billets de banque.

Avec cette proposition, la régulation du crédit passerait entièrement en mains publiques (ou semi-publiques puisqu'en Suisse la Banque nationale est une société anonyme dont les actions sont réparties entre les cantons et les communes, mais avec aussi quelques actionnaires privés). Les banques ne seraient donc plus autorisées à créer de la monnaie scripturale. Le risque d'emballement du système bancaire serait réduit, sinon supprimé.

Mais, en échange, quelle garantie aurions-nous que la Banque nationale disposerait des compétences nécessaires et des connaissances indispensables pour fixer le montant de «*monnaie pleine*»

requis pour que l'économie se développe sans heurts dans le proche avenir?

Les banquiers, comme tous les commerçants, travaillent assurément dans un but lucratif. S'ils perdent de vue une gestion prudente de leur établissement, ils peuvent lui faire courir des risques excessifs. Mais, d'un autre côté, les milliers de responsables d'octroi de crédits qui sont en contact avec tous les acteurs économiques dans toutes les régions du pays ont une connaissance intime, mise à jour quasi quotidiennement, des besoins de leurs clients.

Les décisions d'accorder ou non un crédit hypothécaire ou commercial ne viennent pas de nulle part. Elles sont fondées sur de multiples facteurs, incluant notamment l'état du marché hypothécaire, la solvabilité du débiteur, son modèle d'affaires, l'état de la concurrence... On ne voit pas comment la Banque nationale pourrait disposer d'une telle masse d'informations pourtant indispensables pour mener à bien le mandat que la «*monnaie pleine*» lui confierait.

Même le FMI s'inquiète

La crise qui a débuté en 2007 illustre les profondes réformes dont le système financier aurait besoin, notamment parce

qu'elle a mis en évidence le fait que les plus grandes banques, dans tous les pays, sont devenues trop grandes pour faire faillite (*too big to fail*). Les Etats – directement par les fonds publics ou indirectement par le biais de leur banque centrale – ont dû «investir» des centaines de milliards de francs pour aller à leur rescousse et éviter l'implosion de tout le système – comme ce fut trop largement le cas au cours de la crise des années 1930.

Sur le moment, tout le monde ou presque a convenu que, dans l'urgence, il n'y avait pas d'autres mesures à prendre. Mais ce moment de crise passé, il faudrait revoir tout cela et procéder aux changements indispensables pour qu'une telle situation ne se reproduise plus. Ce fut manifestement plus facile à dire que ce ne l'est à faire!

Le [Fonds monétaire international](#), qui ne se caractérise habituellement pas par un réformisme ravageur,

vient de s'en émouvoir. Les grandes banques sont devenues encore plus grandes de sorte que le risque systémique s'est accru plutôt que réduit.

Curiosité helvétique

En réalité, la principale réforme, essentielle il est vrai, serait de fixer dans la loi que les banques doivent disposer de 20 à 25% de fonds propres sur tous les crédits qu'elles accordent.

Cette exigence conduirait les grandes banques à devenir plus prudentes car le risque qu'elles courraient en cas de faillite du débiteur serait beaucoup plus lourd à supporter. La rentabilité des titres bancaires en serait sérieusement diminuée – ce qui réduirait notablement l'engouement que cette branche exerce auprès des détenteurs de capitaux...

Malheureusement, en l'état du dossier, les réformes en cours,

non négligeables, restent en deçà de ce qui serait requis pour supprimer le risque systémique évoqué ci-dessus.

Ce constat ne renforce en rien l'intérêt de l'initiative sur la monnaie pleine. Quoiqu'en disent ses concepteurs, elle ne résoudrait aucun des problèmes posés.

Appliquée seulement en Suisse, elle isolerait le pays du système financier international. La Suisse serait très facilement contournée. La monnaie pleine ne changerait évidemment rien à l'ordre international existant – aussi insatisfaisant soit-il. Tout au plus, le pays serait vu comme une curiosité et les entreprises qui sont venues ici depuis des années et des décennies ne tarderaient pas à s'en détourner.

Avec ses avantages et ses inconvénients, la mondialisation est une réalité totalement incompatible avec la «monnaie pleine». Avec nos excuses, [Emil!](#)

Cartels: curieux combat de Chambres

Comment l'immobilisme triomphe au Parlement

Albert Tille - 10 juin 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25914>

Le projet de renforcement de la loi sur les cartels ([DP 1932](#)) pour combattre l'îlot de cherté helvétique est aujourd'hui en panne, immobilisé par une béante opposition entre les deux Chambres du Parlement

fédéral.

Il est pourtant parti en fanfare il y a deux ans. L'envolée du franc suisse dès 2008 n'avait pas provoqué la baisse des prix à l'importation qui aurait dû en

résulter. Les consommateurs proches des frontières se sont aperçus de l'écart grandissant et béant entre les prix suisses et ceux de France, d'Allemagne et d'Italie. Écoutant la révolte des consommateurs ([DP 1924](#)),

le Conseil fédéral a accéléré la réforme fondamentale de la loi sur les cartels qui était à l'étude. A la modification de l'organisation du contrôle de la concurrence, à l'alignement sur les pratiques européennes en interdisant les cartels, il a ajouté la lutte contre les ententes verticales, des fabricants aux distributeurs en passant par les intermédiaires par-dessus les frontières.

L'audacieuse réforme du Conseil fédéral a été déposée, mais entre-temps la révolte des consommateurs s'est apaisée. Le franc stabilisé par la Banque nationale, l'indice des prix qui ne bouge pas depuis six ans ont fait disparaître la grogne contre l'îlot de cherté. Les énormes différences entre les prix suisses et étrangers subsistent bel et bien, mais [Stefan Meierhans](#), le surveillant des prix, semble aujourd'hui bien seul à s'en préoccuper. Le choix des consommateurs, surtout de ceux qui sont aisés, n'est guère dicté par le prix ([DP 2038](#)). Le

slogan «*Achetez suisse*» fait mouche.

L'éphémère pression politique des consommateurs ayant disparu, les lobbies défenseurs des cartels ont repris la main au Parlement. L'alliance entre l'Usam et l'Union syndicale ([DP 2013](#)) a fait des miracles au Conseil national et nous offre un curieux spectacle politique. Largement accepté par 25 voix contre 9 au [Conseil des Etats](#) en mars 2013, le renforcement de la lutte contre les cartels est sèchement rejeté au [Conseil national](#) par 106 voix contre 77. Et le combat se poursuit. Sans débat, le Conseil des Etats maintient sa position. Si le National persiste dans son refus, la réforme est enterrée.

Une pareille différence de scores entre les deux Chambres est inhabituelle.

Au Conseil des Etats, l'opposition à la loi a été menée par l'UDC, quelques PDC, peut-être de rares PLR et un seul

PS, par ailleurs président de l'Union syndicale suisse. Au Conseil national, le vote électronique permet d'être plus précis. L'entrée en matière a été rejetée à l'unanimité par 55 UDC et 9 PBD. Elle l'a été par une écrasante majorité des Verts de 11 contre 4, et plus modestement par le PDC à 16 contre 12.

Du côté des partisans de la loi, on trouve la totalité des 10 Verts libéraux, une large majorité du PS, 33 contre 6, ainsi que 18 PLR contre 9.

Notons encore, pour ajouter une note inattendue, la création d'un *Röstigraben* à propos des cartels au Conseil national. Seuls 17 francophones, en gros un tiers d'entre eux, ont refusé l'entrée en matière en comptant, bien sûr, les 10 UDC unanimes. Cette différence de sensibilité a été particulièrement nette chez les écologistes où 3 des 4 dissidents favorables à la lutte contre les cartels étaient francophones.

Les sports d'hiver vont bien... jusqu'à quand?

Le réchauffement climatique rendra plus aléatoire la pratique du ski vers 2050

Jacques Guyaz - 15 juin 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25928>

Les statistiques des [nuitées hôtelières](#) en Suisse durant la saison d'hiver qui s'étend de novembre à avril sont plutôt bonnes, avec une hausse de 0,9% par rapport à l'année précédente.

Bien sûr ces statistiques ne font pas la différence entre voyages d'affaires, déplacements professionnels et séjours touristiques, mais la division de la Suisse en 13 régions touristiques permet

d'affiner la vision. La hausse est spectaculaire à Genève (+4,5%) et à Bâle (+2,2%), mais il s'agit sans doute avant tout d'affaires et de travail. Pour les sports d'hiver, la progression est sensible

surtout dans l'Oberland bernois (+3,0%). D'autres régions touristiques progressent plus lentement, c'est le cas des Grisons (+0,3%) ou du Valais (+0,1%), mais on peut affirmer que le tourisme hivernal se porte assez bien.

Il y a toutefois un problème sérieux à moyen terme: le climat, son réchauffement et la présence de plus en plus précaire de la neige à moyenne altitude. La solution est connue, le recours massif aux canons à neige. En Suisse, la [surface des pistes](#) enneigées artificiellement est passée de 10% en 2003 à 36% en 2010, de 38% à 62% en Autriche, de 38% à 70% en Italie et de 11% à 21% en France.

Ces chiffres doivent être interprétés. La France a créé de nombreuses stations artificielles en altitude autour de 1'600 mètres dans les années 60. Les domaines

skiables y sont pour l'instant moins soumis au réchauffement. A l'inverse, en Autriche, des stations très connues comme Schladming ou Kitzbühel sont à 800 mètres et leurs pistes traditionnelles très exposées aux changements du climat.

Le même document de synthèse estime possible que la durée de l'enneigement dans les Préalpes soit réduite de 20 à 40% à partir de 2030 et qu'il n'y ait plus de neige garantie en dessous de 1'500 mètres dès 2050. Bien entendu les évolutions ne sont pas linéaires et rien n'exclut des hivers avec de fortes chutes de neige. Selon une étude de la [Cour des comptes](#) du canton de Vaud, les coûts de production de l'enneigement artificiel sont inférieurs à la part du chiffre d'affaires supplémentaire ainsi généré dans les stations, mais les dépenses d'eau et

d'électricité peuvent monter très rapidement, sans parler de la dégradation du paysage et du gaspillage énergétique.

Les sports d'hiver en Suisse sont à la croisée des chemins. Des investissements lourds sont envisagés ou déjà planifiés un peu partout dans nos Alpes. La durée de vie de tels équipements est de trente à quarante années, ce qui conduit précisément autour de 2050.

Les dépenses d'infrastructures de ces prochaines années en montagne sont sans doute les dernières qui peuvent être conçues dans le cadre des sports d'hiver tels que nous les connaissons aujourd'hui. Alors oui, aujourd'hui le tourisme hivernal va plutôt bien, tant mieux, et c'est donc le bon moment pour réfléchir sérieusement à l'avenir, lorsque la neige se fera rare au-dessous de 1'500 mètres.

Retour du capitalisme sauvage?

Pour Piketty, l'économie de marché ne comporte pas de mécanisme auto-correcteur des inégalités croissantes et criantes

Jean-Pierre Ghelfi - 05 juin 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25902>

Comment ne pas parler du *bestseller* de Thomas Piketty, *Le Capital au 21e siècle* ([DP 2037](#))? Que ce soit pour en approuver les lignes générales ou pour les considérer comme inexactes et sans valeur, il ne se passe pratiquement pas un jour, depuis quelques mois,

sans que la presse nationale et internationale n'y consacre un commentaire.

Par exemple, Hans Kissling, ancien chef du service de statistique du canton de Zurich, fournit des chiffres complétant l'enquête de

Piketty, qui s'est peu intéressée à la Suisse. Le titre de l'article de Kissling ne peut pas être plus explicite: [En avant dans le 19e siècle](#) (*Das Magazin*, supplément du samedi de plusieurs quotidiens alémaniques).

Ayant intitulé sa recherche *Le Capital au 21e siècle*, l'auteur savait qu'on ne pourrait pas ne pas faire une analogie avec le livre de [Karl Marx](#), publié en 1867. Piketty n'est pas pour autant un «marxiste» – contrairement à ce que disent ou sous-entendent certains de ses détracteurs. Ses propos ne laissent planer aucun doute. Il est partisan de l'économie de marché, de la concurrence et de la mondialisation de l'économie.

Mais, constate-t-il au terme de son enquête (il emploie très souvent ce terme pour qualifier la recherche qu'il a menée), la concentration des richesses, ou plus exactement des fortunes et des patrimoines, dans les mains d'une toute petite fraction de personnes menace un fonctionnement normal, équilibré et un tant soit peu équitable des sociétés démocratiques.

La bonne parole néolibérale

Cette concentration de richesses permet au surplus le financement de *think tanks* qui répandent partout dans le monde la bonne parole néolibérale – déréglementation financière, réduction des impôts sur les sociétés et les individus (fortunés) – laquelle contribue à accentuer les inégalités, de sorte que naît un malaise manifeste sur les bienfaits du libre-échange et de la mondialisation. Les nouvelles (extrêmes) droites en font leurs choux gras – *Tea Party* aux Etats-Unis et partis nationalistes dans plusieurs pays européens. Les dernières

élections au Parlement européen confirment cette évolution, et les élections américaines dites de mi-mandat pourraient aller dans le même sens cet automne.

L'un des arguments des détracteurs de Piketty est que la concentration des patrimoines n'est pas supérieure en ce début du 21e siècle à ce qu'elle était à la fin du 19e ou au tout début du 20e – comme cela ressort d'ailleurs de différents tableaux figurant dans son livre. En gros, 10% des personnes détiennent 90% des patrimoines. Au fond, on retrouve maintenant une situation qui a déjà existé. Pourquoi en faire tout un plat?

Entre les deux périodes considérées, quelques événements assez particuliers se sont produits. Deux guerres mondiales, une grave crise économique, quelques décennies de très fortes inflations, des taux d'imposition quasi confiscatoires (jusqu'à 80% aux Etats-Unis entre les années 30 et les années 80) au terme desquels beaucoup de fortunes ont été sévèrement réduites.

La période dite des «*Trente glorieuses*» a permis de reconstruire des économies dévastées et, grâce à une croissance économique soutenue, d'augmenter régulièrement les revenus des salariés et d'instaurer des systèmes de sécurité sociale (assurance-maladie et prévoyance vieillesse), pratiquement inexistantes auparavant.

Mais cette période est achevée. Depuis 20 ans, les taux de croissance ont nettement diminué. Le pouvoir d'achat des travailleurs stagne, quand il ne régresse pas. Le financement de la sécurité sociale est soumis dans beaucoup de pays à de sensibles restrictions de financement.

Les Trente glorieuses ne reviendront pas

Thomas Piketty tire deux conclusions essentielles de son enquête.

L'une est que le 20e siècle a été une période atypique, différente de la période antérieure et vraisemblablement aussi de la période suivante, le siècle qui vient de commencer. Les Trente glorieuses ne reviendront pas.

L'autre conclusion est que la règle générale de fonctionnement du capitalisme ($r > g$) se vérifiera à l'avenir; « r » est le rendement du patrimoine et « g » est la croissance économique. Ce qui signifie que le rythme d'augmentation des fortunes accumulées est supérieur à celui du produit national.

Historiquement, le rendement du capital «*tourne*» autour de 6% par année. La progression du produit national n'atteint jamais dans la longue période de tels niveaux. Les pays émergents peuvent y parvenir durant quelques décennies, qui correspondent en quelque sorte à un rattrapage. La

croissance démographique, souvent assez marquée au 20^e siècle, a déjà commencé de faiblir et continuera de s'amenuiser.

Au total, les inégalités vont donc continuer de s'accroître. Implicitement, cette appréciation suggère que les taux d'amélioration de la productivité resteront durablement insuffisants pour «rattraper» la progression constante des patrimoines. Cette thématique donnera nécessairement lieu à de [nouvelles réflexions et analyses](#).

Une utopie utile

Certes, l'inégalité fondamentale du capitalisme entre «r» et «g» demande à être testée pour l'avenir. Piketty est le premier à dire que l'incertitude et l'approximation font la beauté des sciences sociales. Bien que travaillant depuis 20 ans sur cette thématique, en collaboration avec d'autres chercheurs et instituts, il est prêt à prendre en compte

d'autres éléments. Mais, dit-il, que ceux qui critiquent nos chiffres publient les leurs et leurs sources, afin que l'on puisse procéder à des comparaisons sérieuses et solides.

Pour l'instant, ses détracteurs n'y sont pas parvenus, à notre connaissance. L'hebdomadaire helvétique *Handelszeitung* a bien tenté de prendre en défaut les raisonnements de Piketty en relevant qu'il faudrait tenir compte des avoirs du deuxième pilier (plus de 800 milliards) pour déterminer la répartition des patrimoines en Suisse. Mais, ce disant, l'hebdomadaire commet une grossière erreur. Pour la très grande partie, les fortunes de la prévoyance professionnelle correspondent à des revenus différés. Le *Financial Times* s'y est aussi essayé et a reçu en retour une cinglante réponse de [Paul Krugman](#), dans l'une de ses chroniques du *New York Times*.

Piketty est aussi critiqué pour défendre l'idée d'un impôt

progressif mondial sur les patrimoines. Il reconnaît que sa proposition est utopiste. Mais elle est, ajoute-t-il, utile comme référence pour porter une appréciation sur les autres moyens pour lutter contre une trop grande concentration des richesses.

L'immigration continue, du sud au nord? Le retour à des niveaux élevés d'inflation? La répudiation, partielle ou totale, des dettes publiques? Les guerres et les destructions? Dans tous les cas, Piketty est convaincu que l'économie de marché ne comporte aucun mécanisme de rééquilibrage spontané. Si l'on ne fait rien, ce pourrait être, à terme, le retour du capitalisme sauvage tel qu'il a existé au 19^e siècle. (voir, par exemple, une analyse parue dans le journal britannique [The Guardian](#))

Ajoutons encore que l'enquête de Thomas Piketty ne se lit pas comme un roman policier. Mais elle n'est finalement pas très compliquée et, contrairement à celle de Karl Marx, elle est compréhensible...

Bertil Galland initie avec bonheur un ambitieux projet en publiant le premier des huit tomes de ses «Mémoires»

Bertil Galland, «Les Pôles magnétiques», Genève, Slatkine, 2014, 259 pages

Pierre Jeanneret - 03 juin 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25896>

On sait le rôle considérable qu'a joué et continue de jouer Bertil Galland dans la vie

intellectuelle en Suisse romande. Il fut journaliste, grand reporter dans plusieurs

régions du monde, traducteur d'auteurs suédois, maître d'œuvre de *L'Encyclopédie*

vaudoise, et j'en passe; il reste un éditeur et un «*passeur culturel*» de premier plan.

C'est donc avec intérêt qu'on lira le [premier tome](#) de *Mémoires* qui devraient comporter huit volumes. Celui-ci relate son enfance, sa jeunesse et les premières années de l'âge adulte, de sa naissance en 1931 à 1957.

Il est ardu de résumer un livre aussi riche. On se bornera donc ici à en mentionner quelques grands axes... ou plutôt «*pôles magnétiques*», pour reprendre son titre, c'est-à-dire les lieux et les personnes qui ont tour à tour ou simultanément attiré le jeune homme pour faire de lui ce qu'il est.

L'ouvrage appartient donc, d'une certaine manière, au genre du *Bildungsroman*, que le français traduit imparfaitement par «*roman d'apprentissage*» ou «*roman d'éducation*». La référence que fait l'auteur à *Narziss und Goldmund* de Hermann Hesse n'est pas fortuite. Sans doute peut-on s'interroger, comme c'est le cas pour toutes les «*ego-histoires*» de ce type, sur la pertinence d'une telle construction du passé, où l'on introduit *a posteriori* une logique, une rationalité dans le déroulement des événements et des expériences personnelles. Ainsi, on peut émettre quelques réserves sur l'affirmation d'une prise de conscience écologique précoce (liée à Robert Hainard), dont Galland témoignera surtout plus tard, jusqu'à sa récente prise de position en faveur de l'initiative

de Franz Weber «*Sauver Lavaux*» III.

Une enfance urbaine s'ancre dans un quartier. Pour le jeune Bertil, ce fut celui de [La Sallaz-Vennes](#), sur les hauts de Lausanne, alors une sorte de gros village, aujourd'hui tristement bétonné, qu'il évoque avec beaucoup de sensibilité. En quelques lignes d'une grande justesse, il restitue par exemple l'atmosphère des ventes de paroisse du quartier.

Le milieu social est celui d'une famille bourgeoise rattachée à l'Eglise libre, mais qui connaîtra une situation financière difficile, liée à la maladie du père. L'auteur relate, bien qu'avec beaucoup de pudeur, ces circonstances familiales douloureuses: un père qu'il n'a guère connu que grabataire et qui aura une fin aussi précoce que pitoyable. Cette absence d'une véritable figure paternelle l'amènera à chercher – et à trouver – successivement plusieurs pères de substitution, qui occupent une place importante dans le livre.

Les Lausannois plus particulièrement apprécieront ses évocations aigres-douces d'un Collège classique cantonal resté très conformiste, puis d'un Gymnase et d'une Faculté des lettres où règne alors une conception très étriquée de la littérature française. A l'exception d'un professeur extraordinaire au Collège – il faudrait plutôt dire un initiateur ou un maître, au sens le plus noble du terme, ou

encore un père – Carl Stammelbach, avec lequel le jeune Bertil fait en 1947 un voyage de 10'000 km dans le Nord de l'Europe, sa «*trajectoire initiatique*».

Un autre «*pôle magnétique*» vient en effet des origines suédoises de sa mère. Avec la Scandinavie en général, et la Suède en particulier, Bertil Galland entretiendra toujours des liens très forts. Cette Scandinavie qu'il évoquera magnifiquement, en 1985, dans *Le Nord en hiver*. Cette Suède dont il traduira les poètes et fera connaître une littérature trop méconnue alors dans le monde francophone. Et qui le reliera à un autre «*passeur culturel*», le futur militant maoïste Nils Andersson, non certes sur le plan politique mais à travers l'aventure de la revue littéraire *Pays du Lac*.

Très tôt, le jeune homme entre en communion avec la poésie: «*Les mots, je les ai chéris dès que j'ai su lire.*» La musique de Verlaine «*l'enchanté*»; envers Apollinaire il éprouve une véritable «*dévotion*»; il se montre sensible aussi aux grands poèmes de la Résistance chez Aragon.

La langue de Bertil Galland lui-même, dans ce premier tome des *Mémoires*, est élégante, châtiée, à la limite parfois de la préciosité par son goût des tournures de phrases privilégiant l'inversion. Qui dit littérature dans ces années 1940-1950 dit alors Guilde du Livre ou conférences à la Maison du Peuple de la Caroline.

Tout au long de l'ouvrage, par petites touches, Galland brosse une fresque de la vie intellectuelle et littéraire en Suisse romande, particulièrement dans le canton de Vaud. On y retrouve (et cette liste n'est pas exhaustive) Yves Velan dont le roman *Je* marqua une véritable rupture dans la littérature romande, Maurice Chappaz et son *Portrait des Valaisans*, Philippe Jaccottet, Henri Debluë, ou encore les figures tragiques de Crisinel et Schlunegger. C'est l'une des richesses du livre. Il faut dire que l'auteur a un sens réel du portrait bref: ainsi ceux de Jacques Mercanton, d'André Bonnard, du philosophe Pierre Thévenaz.

Sait-on que Bertil Galland fut dans sa jeunesse non seulement un voyageur, mais un authentique «*routard*», dans

la ligne du Jack Kerouac de *On the Road*, et bien avant que ce terme ne soit popularisé par la série de guides de voyages éponymes? On retiendra notamment son parcours des Flandres et plus encore sa véritable aventure équestre en Islande. La découverte, en long et en large, des Etats-Unis viendra plus tard.

A ce pôle du voyage, du lointain, de l'ouverture à l'étranger s'oppose (ou plutôt s'ajoute car ils ne se contredisent point) un enracinement croissant dans la terre vaudoise. Et une proximité avec ses penseurs et ses écrivains. Jacques Chessex avec lequel il fait un bout de chemin avant que leurs parcours respectifs ne s'éloignent l'un de l'autre. Et surtout «*les deux mages*» qui sont aussi les «*dernières figures paternelles de [sa] jeunesse*»: Gustave Roud et

Marcel Regamey, dont il brosse deux portraits approfondis. Même si on peut juger celui du second - personnage discuté dont on ne contestera pas, par ailleurs, la grande culture, l'aura intellectuelle et l'emprise sur une génération de jeunes hommes - un peu complaisant. Plus tard, une publication souhaitée par Bertil Galland dans les *Cahiers de la Renaissance vaudoise* qu'il dirige, mais non agréée par la Ligue vaudoise, l'éloignera de la figure de Regamey, qui avait tant marqué ses années de jeunesse.

Il y aurait sans doute encore beaucoup à dire sur ce premier tome prometteur des *Mémoires*, qui s'achève avec la grande fête organisée le 20 avril 1957 pour les 60 ans de Gustave Roud. On attend donc les publications ultérieures avec impatience.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée mais encouragée, pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Expliquer l'Europe

http://www.nzz.ch/aktuell/schweiz/das-eu-kompatible-kontingent-1.18315894?extcid=Newsletter_05062014_

Top-News_am_Morgen

<http://www.domainepublic.ch/articles/25869>

Le délire de l'initiative «monnaie pleine»

<http://www.vollgeld-initiative.ch/fr/>

<http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=41482>

<http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Der-Verein-der-die-Banken-entmachten-will/story/26157269>

Cartels: curieux combat de Chambres

<http://www.domainepublic.ch/articles/19000>

<http://www.domainepublic.ch/articles/18452>

http://www.letemps.ch/Page/Uuid/b2c22ce2-e759-11e3-9d82-5453eb56d7d0/Les_dix_conseils_du_surveillant_des_prix_pour_noyer_l%C3%AElot_de_chert%C3%A9

<http://www.domainepublic.ch/articles/25814>

<http://www.domainepublic.ch/articles/24592>

http://www.parlament.ch/ab/frameset/d/s/4907/403740/d_s_4907_403740_403796.htm?DisplayTextOid=403797

http://www.parlament.ch/ab/frameset/f/n/4912/430653/f_n_4912_430653_430654.htm

Les sports d'hiver vont bien... jusqu'à quand?

http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/10/01/new/nip_detail.html?gnpID=2014-161

<http://www.tourops.ch/fr-ch/blog/blog-tourisme.aspx?action=detail&id=3754>

http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/direct?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/CE/Communiqu%C3%A9%20de%20presse/2012/11/397477_CdC-Audit%20de%20performance%20de%20la%20l%27enneigement%20artificiel_20121121_978794.pdf

Retour du capitalisme sauvage?

<http://www.domainepublic.ch/articles/25780>

<http://blog.dasmagazin.ch/2014/05/30/vorwaerts-ins-19-%E2%80%89jahrhundert/?goslide=0>

http://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Capital

<http://www.ofce.sciences-po.fr/blog/pourquoi-lire-piketty/#more-5367>

<http://www.ft.com/cms/s/2/e1f343ca-e281-11e3-89fd-00144feabdc0.html%23axzz33GfsWT10>

<http://www.nytimes.com/2014/06/02/opinion/krugman-on-inequality-denial.html>

<http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/may/30/savage-capitalism-back-radical-challenge>

Bertil Galland initie avec bonheur un ambitieux projet en publiant le premier des huit tomes de ses «Mémoires»

<http://www.slatkine.com/fr/slatkine-reprints-erudition/68510-book-07102643-9782051026437.html>

<http://bequilles.ch/2014/04/24/hommage-a-bertil-galland-requiem-pour-la-sallaz/>